

Les travailleurs grecs contre le plan du gouvernement Papandreou dicté par Merkel, Sarkozy et le FMI

C'est sous la pression des représentants du FMI, de la BCE et de l'Union européenne que le gouvernement grec a accepté un plan d'une extrême violence contre la population grecque. Le 2 mai, un mémorandum fixe les obligations du gouvernement grec et le calendrier imposé. L'objectif annoncé est de réduire le déficit et une dette qui atteint 300 milliards d'euros.

Hausse des taxes et impôts

Le taux principal de la TVA qui était déjà passé de 19 à 21%, est porté à 23%, soit quatre points supplémentaires, diminuant d'autant le pouvoir d'achat des salariés. Les taxes sur l'alcool et le tabac explosent, et le prix de l'essence a augmenté de 50% depuis le début de la crise.

Quelques mesures spectaculaires prétendent en outre viser les constructions illégales, les piscines non déclarées, les bourgeois qui fraudent le fisc. Mais personne n'y croit.

Une réduction générale de la valeur de la force de travail

Le gel du salaire minimum est décrété pour trois ans. En outre, une loi devra être votée qui autorisera, pour les salaires, des « accords territoriaux » inférieurs aux conventions nationales.

Dans la fonction publique, les 13^{ème} et 14^{ème} mois de salaire sont supprimés, les primes réduites de 20%, les salaires gelés cinq ans. La retraite se calculera non plus sur la base du dernier salaire mais sur la moyenne de toute la carrière. Toutes les retraités, du privé et du public, perdent le 13^{ème} et le 14^{ème} mois.

En outre l'âge de départ à la retraite (65 ans pour les hommes et 60 pour les femmes), sera prolongé. Et le nombre d'annuités exigé pour une pleine retraite sera de 40 d'ici 2015 au lieu de 37.

La flexibilité du travail doit être renforcée, les indemnités de départ réduites. Et la législation qui interdit aux sociétés de licencier plus de 2 % de leurs effectifs totaux par mois, sera modifiée.

Réduction massive des dépenses publiques

L'objectif est de faire rentrer, de gré ou de force, la Grèce dans les critères de Maastricht, de passer d'un déficit budgétaire de 13,2% en 2009 à moins de 3% en 2014. Pour cela, il s'agit de réduire de 1,5 milliard les dépenses de fonctionnement (éducation, santé) ; de ne pas remplacer 4 fonctionnaires sur cinq ; de privatiser massivement et libéraliser les marchés (transports, électricité).

Ne pouvant dévaluer, la Grèce doit donc s'engager dans la déflation... ce qui ne peut qu'aggraver le poids des dettes qu'elle devrait rembourser. Et exacerber la volonté de résistance des masses.

Une mobilisation puissante, mais difficile

Les travailleurs grecs ont une longue tradition de combat. On se souvient des puissantes mobilisations de la jeunesse grecque en décembre 2008 contre le gouvernement de Karamanlis.

Puis, aux élections anticipées d'octobre 2009, Karamanlis a été chassé et les travailleurs ont élu une majorité absolue de députés du parti socialiste, le PASOK. Mais le nouveau gouvernement de Papandreou, confrontés à des comptes publics truqués et à une dette insoutenable, a fait le choix de défendre les intérêts du capitalisme. Pour rembourser la dette, il a fait appel au FMI et à l'Union européenne, qui ont dictées leurs conditions. Elles sont d'une extrême brutalité.

Les travailleurs grecs se sont mobilisés. Plusieurs grèves générales ont eu lieu depuis le début de l'année, à l'appel des syndicats. Mais les travailleurs grecs sont face à un obstacle politique majeur : d'un côté, c'est le Pasok au pouvoir qui met en œuvre cette politique réactionnaire, de l'autre le Parti communiste (le KKE) suivi par les groupes plus ou moins radicaux, organise une division systématique, notamment sur le plan syndical, sans refuser le principe du paiement de la dette.

C'est pourtant sur ce mot d'ordre de **dénonciation de la dette** que peut et doit être imposée l'unité de tous les syndicats et partis représentants les travailleurs (y compris le Pasok et ses militants). Réaliser cette unité ouvrirait alors la perspective d'un gouvernement des organisations ouvrières.

<http://www.insurge.fr/>

linsurge@laposte.net